ARRETE

DE RADIATION DES CADRES SUITE À TITULARISATION DANS UNE AUTRE COLLECTIVITÉ

(Après détachement pour stage auprès d’une autre collectivité)

DE M ......................................................................................

GRADE ................................................................STAGIAIRE

Le Maire (ou le Président) de ………,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n° 86-68 du 13 Janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration,

**VU** l'arrêté en date du … portant nomination de M/Mme …………… par voie de détachement auprès de la collectivité de ……..… dans le grade de …….. stagiaire à compter du ..... pour une durée de …….,

**VU** l'arrêté en date du … plaçant M/Mme …………………. en position de détachement auprès de la collectivité de ……….… pour accomplir son stage dans le grade de …..… à compter du ….… pour une durée de ….…,

**VU** l'arrêté en date du …….… portant titularisation de M/Mme …………….. dans le grade de ………. à compter du ….… après détachement pour stage d'une durée de......,

ARRÊTE

**ARTICLE 1 :**

Il est mis fin au détachement pour stage de M/Mme ………….... à compter du ………..

**ARTICLE 2 :** L’intéressé(e) cessera d’exercer ses fonctions à compter du ……..… et sera radié*(e)* des effectifs de la collectivité de ……..… à la même date.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

**Ampliation adressée au** :

- Président du Centre de Gestion

- Comptable de la collectivité

Fait à …… le …….,

Le Maire (ou le Président),

*(prénom, nom et signature)*

*ou*

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité lisibles et signature)*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :